



Yémen : la guerre sans fin



© Olivia Headon - OIM

Diane Tardy
Association Werra
Mai 2021



Diane Tardy est étudiante à Sciences Po Strasbourg, l'école dans laquelle elle étudie au sein du Master 2 Négociations et expertise internationale. Sensible aux enjeux de prévention et de résolution des conflits, elle a rédigé un mémoire de relations internationales sur l'impasse de la paix en Colombie depuis la signature des accords de La Havane.

Au sein de Werra, elle est membre des commissions Droits humains et Sécurité environnementale, ainsi que des veilles sécuritaire et humanitaire.

Les propos exprimés par l'auteure n'engagent que sa responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Association Werra, mai 2021



Dépeint au sein de la communauté internationale comme un « *enfer sur Terre* »¹ notamment lors du dernier Conseil de sécurité des Nations Unies, le Yémen est en proie depuis sept ans à une guerre civile qui agite et détruit le pays. Pourtant, ce sujet ne fait que rarement la une des médias, et ce alors même que selon les radars et baromètres des ONG et centres de recherche comme ceux du *Global Conflict Tracker*², la situation irait de mal en pis. Plusieurs fronts se seraient réactivés notamment dans le gouvernorat de Mareb et à Hajjah et Taëz. D'autre part, la pandémie frappe de plein fouet un État yéménite effondré dans lequel les hôpitaux et les services publics de base ne fonctionnent plus. Il y a trois ans, en 2018, António Guterres, le secrétaire général des Nations unies, tirait la sonnette d'alarme en qualifiant le Yémen du lieu de la pire crise humanitaire au monde. **Où en est-on depuis ce constat ? La situation au Yémen est-elle sans issue ? Où résident les principaux points de blocage ?**

RETOUR SUR LES ORIGINES ET L'ÉVOLUTION DU CONFLIT YÉMÉNITE

La difficile unité du peuple yéménite

Afin de comprendre avec plus de lucidité et de visibilité ce conflit yéménite dans lequel une myriade d'acteurs s'affronte à l'échelle locale, nationale ou internationale, il est nécessaire de faire un pas en arrière pour s'intéresser à la construction historique de l'État actuel et le replacer dans son environnement régional et géopolitique.

Situé à la pointe sud-ouest de la péninsule arabique et à l'embouchure entre la mer Rouge et le golfe d'Aden, le Yémen contrôle avec Djibouti le détroit de Bab-el-Mandeb qui est la voie d'entrée vers le canal de Suez. Du fait de sa position stratégique, le pays a suscité la convoitise de nombreux empires pendant des siècles. Son étymologie en arabe *al-yumna*, qui signifie « prospérité » expliquerait son surnom d'autrefois l'« Arabie heureuse ».

¹ SC/14470, « Le Conseil de sécurité examine la situation au Yémen, « un enfer sur terre », avec une dégradation spectaculaire et un risque de famine massive », *Conseil de Sécurité*, 16 mars 2021, URL : <https://www.un.org/press/fr/2021/sc14470.doc.htm>

² « War in Yemen », *Global Conflict Tracker*, *Council on Foreign Relations*, consulté le 4 mai 2021, URL : <https://www.cfr.org/global-conflict-tracker/conflict/war-yemen>



Figure 1 : Carte du Yémen et environnement régional³

C'est en grande partie le schisme politique et confessionnel entre le nord et le sud du Yémen qui explique l'instabilité politique du pays. C'est notamment la partition formelle des deux territoires en 1905 : le nord sous contrôle de l'empire ottoman, et le sud sous le joug de l'empire britannique qui cristallise la division du pays. Par la suite, chaque territoire a suivi sa propre trajectoire : tout d'abord, le nord abolit la monarchie en 1962 pour devenir la République arabe du Yémen, puis c'est au tour du sud, dans un contexte mondial de décolonisation, qui va, au départ des troupes britanniques, former un nouvel État indépendant : la République populaire du Yémen. Le destin du nord et du sud converge lors d'une guerre qui les oppose à partir de 1972. En 1990, l'unification des deux pays s'opère sans clore pour autant la période d'instabilité ni le clivage profondément installé entre le nord et le sud.

La difficile unité du peuple yéménite

Dès les premières années après l'unification, des velléités sécessionnistes apparaissent dans le sud du Yémen mais aussi en 2004 dans le gouvernorat de Saada. Les chiïtes zaydites entrent alors en

³ Capture d'écran Google Maps, prise le 30 avril 2021, URL : <https://www.google.fr/maps/place/Yémen/@15.3533565,43.6950675,6z/data=!3m1!4b1!4m5!3m4!1s0x1603dba c7c34bc5f:0x92f129377eae77ae!8m2!3d15.552727!4d48.516388>



conflit avec le pouvoir central de Saana, la capitale. Le pouvoir central étant majoritairement sunnite, il existe une forte minorité chiite au Yémen, représentant 40% de la population⁴, et ces derniers estiment être exclus du processus décisionnel politique. Ces revendications débouchent sur de violentes manifestations et heurts avec Sanaa. Le meneur de cette rébellion Hussein Badreddine al-Houthi est tué par les autorités quelques mois après. Les rebelles lui rendront hommage en reprenant son nom pour leur mouvement « houthiste » qui n'a depuis cessé de prendre de l'ampleur. En 2011, à l'occasion des Printemps arabes, les Houthis se joignent aux étudiants lors des manifestations qui demandent le départ du Président Ali Abdallah Saleh, en fonction depuis 1990.

De guerre civile à conflit internationalisé

À la suite du printemps arabe yéménite, Abdrabbo Mansour Hadi est élu en 2012 président de la république yéménite. La situation dégénère rapidement autour du projet de transformation du Yémen en État fédéral comprenant cinq régions et dans laquelle le gouvernorat de Saada, épice de la rébellion houthiste, est intégré à un plus vaste territoire. Les rebelles refusent ce projet et reprennent l'offensive en entrant cette fois dans Saana en 2014, point de départ de la guerre civile qui fait rage dans le pays depuis lors. Le conflit s'est par la suite internationalisé en 2015 avec l'intervention de la coalition menée par l'Arabie Saoudite. Le Yémen devient le terrain d'un affrontement pour le statut de la puissance régionale entre l'Iran, accusé de fournir des armes aux Houthis, et l'Arabie saoudite, accusée de frapper la population civile avec ses attaques aériennes. Les pays occidentaux sont également régulièrement pointés du doigt par les ONG de défense des droits humains pour complicité de crimes de guerre au Yémen. Par exemple, la France est accusée de vendre des armes à l'Arabie saoudite qui sont ensuite utilisées dans des zones civiles⁵, une affaire révélée par *Disclose* en avril 2019⁶.

D'autre part, l'entrée du pays dans la guerre civile a constitué un terreau fertile pour les groupes terroristes tels qu'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) et l'État islamique. Les Émirats arabes unis (EUA) entrent à leur tour dans l'équation pour faire la chasse aux djihadistes au Yémen à l'aide de frappes intensives de drones américains. Derrière cette stratégie se cache la volonté pour les EUA de s'établir commercialement dans le golfe d'Aden.

⁴ Abdelhak El Idrissi, A., Chaverou, E., « Comprendre la guerre au Yémen en dix dates », *France Culture*, 26 mars 2019, URL : <https://www.franceculture.fr/geopolitique/comprendre-la-guerre-au-yemen>

⁵ « 'Sale guerre' au Yémen : la France complice », *Amnesty France*, 28 mars 2021, URL : <https://www.youtube.com/watch?v=47k1il8qESY>

⁶ « Cartographie d'un mensonge d'Etat », *Disclose*, 15 avril 2019, URL : <https://made-in-france.disclose.ngo/fr/chapter/yemen-papers/>



Par son internationalisation, le conflit s'est largement complexifié : initialement un affrontement religieux, politique et ethnique à l'échelle nationale, se sont superposés les rivalités irano-saoudiennes pour la puissance régionale ainsi que les intérêts économiques d'acteurs externes.

En 2018, l'espoir renaît avec la signature de l'Accord de Stockholm le 13 décembre par le gouvernement yéménite et les Houthis, un accord reconnu et soutenu par la communauté internationale. Il permet un cessez-le-feu immédiat dans plusieurs ports notamment celui d'Hodeïda où arrive l'aide humanitaire. Toutefois, cet accord est largement considéré comme imprécis et insuffisant car mettant de côté la résolution de nombreux problèmes. Par conséquent, au niveau national, les combats continuent et ce bref interlude d'apaisement n'aboutit pas à une négociation de paix entre les belligérants. Récemment, en décembre 2020, une nouvelle convergence s'est opérée entre les séparatistes du sud du Yémen et le gouvernement de Hadi, deux formations alliées dans la guerre qui les oppose aux Houthis mais qui se disputaient des territoires⁷. Après un an de tractations sous la houlette de l'Arabie saoudite, la formation d'un gouvernement de coalition a été décidée. La formation de ce nouveau gouvernement redonne de l'espoir dans un contexte en sérieuse dégradation depuis des mois mais présente des limites importantes. La véritable volonté de cette coalition serait la constitution d'un front pour faire un contrepoids face aux Houthis qui sont militairement forts et qui contrôlent un territoire où les deux tiers de la population nationale vivent.

L'IMPASSE SÉCURITAIRE

L'Envoyé spécial de l'ONU pour le Yémen, Martin Griffiths, a fait un rapport de la situation au Yémen devant le Conseil de sécurité le 16 mars 2021. Il signale la détérioration dramatique du conflit avec notamment l'ouverture de nouveaux fronts et une augmentation des attaques transfrontalières⁸. Ces attaques ont pris pour cibles des infrastructures civiles et commerciales en Arabie saoudite. La région de Mareb au Yémen serait le principal centre de gravité de cette reprise des hostilités et mettrait en danger les civils dont environ un million de déplacés⁹. Selon Mark Lowcock, le chef de l'humanitaire des Nations Unies qui s'exprimait en avril devant le Conseil de sécurité, le mois de mars a été le plus meurtrier de l'année 2021 avec plus de 200 victimes côté civil¹⁰.

⁷ Doukhi, N. « Nouveau cabinet d'union au Yémen pour empêcher le conflit de s'aggraver, à défaut d'y mettre un terme », *L'Orient-le Jour*, 23 décembre 2020

⁸ « Yémen : l'envoyé de l'ONU signale une détérioration dramatique du conflit », *ONU Info*, 16 mars 2021, URL : <https://news.un.org/fr/story/2021/03/1091872>

⁹ *Ibid.*

¹⁰ « Yémen : l'ONU invite les belligérants à entamer des discussions pour une solution négociée au conflit », *ONU Info*, 15 avril 2021, URL : <https://news.un.org/fr/story/2021/04/1094022>

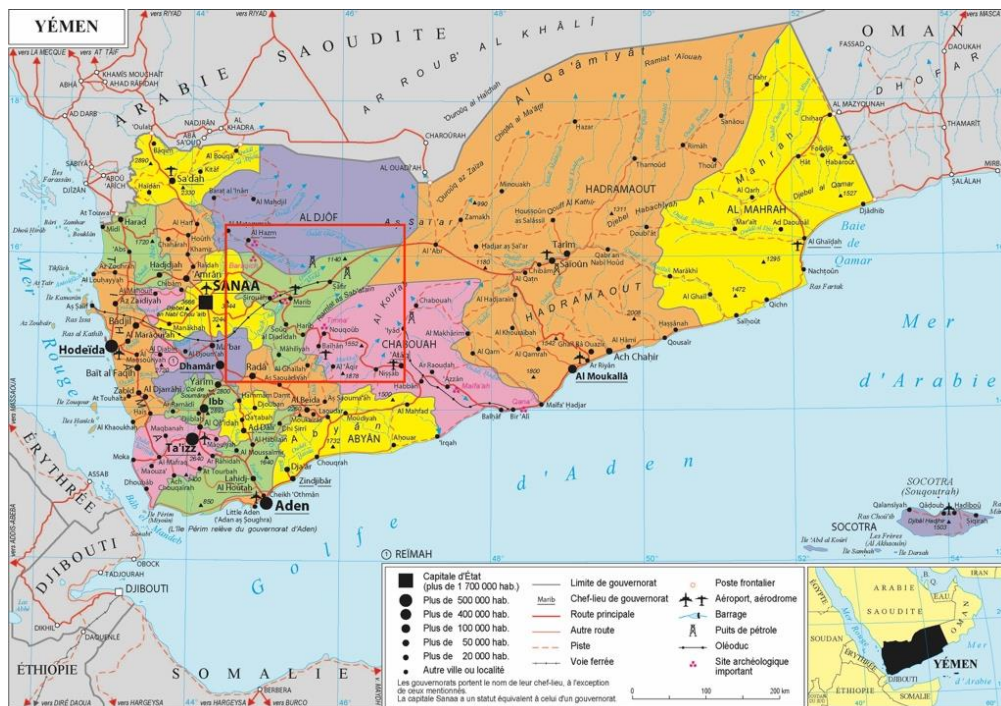


Figure 2 : Région de Mareb¹¹

L'arrivée de Joe Biden à la présidence des États-Unis faisait espérer une amélioration de la situation. Récemment, Washington a d'ailleurs fait du Yémen une priorité dans sa politique étrangère en réorientant ses soutiens. Pour se distinguer de la politique de Donald Trump dans la région, Joe Biden a retiré son soutien à la coalition saoudienne tout en entamant un rapprochement avec l'Iran, ennemi juré du « trumpisme » mais aussi soutien historique du mouvement houthiste. Le 12 février 2021, le président américain a aussi retiré les Houthis de la liste noire des organisations terroristes, annulant la décision prise par Donald Trump à la toute fin de son mandat¹². Cette décision a été largement saluée par les organisations humanitaires qui craignaient de ne plus avoir accès aux populations yéménites sur le territoire Houthi. Cette nouvelle configuration géopolitique se révèle être à l'avantage des rebelles qui sont en position de force. D'ailleurs, l'Arabie saoudite, dans une énième tentative pour se dépêtrer de ce conflit qui s'enlise, a proposé un cessez-le-feu aux Houthis qui ont refusé cette main tendue et répondu par des attaques aux drones¹³. Selon Agnès Levallois, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique¹⁴, les Houthis ont leur propre agenda et une certaine autonomie par rapport à l'Iran. On peut en déduire que même dans le cas où l'Iran inciterait les Houthis à accepter une sortie du

¹¹ Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, direction des Archives (pôle géographique), mai 2020

¹² « Yémen : les rebelles houthis rayés de la liste noire américaine », *France 24*, 12 février 2021, URL : <https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20210212-yemen-les-rebelles-houthis-exclus-de-la-liste-noire-americaine>

¹³ War in Yemen, Global Conflict Tracker, *Council on Foreign Relations*, URL : <https://www.cfr.org/global-conflict-tracker/conflict/war-yemen>

¹⁴ Émission *28 minutes*, « Yémen : pourquoi le monde ne fait-il rien ? », *ARTE*, 23 nov. 2020, URL : <https://www.youtube.com/watch?v=koAsBy69LE8>



conflit, rien n'indique qu'une telle stratégie fonctionnerait. La prise de Mareb par les rebelles, une région riche en gaz et dernier fief pro-Hadi, pourrait représenter un tournant dans le conflit.

L'IMPASSE HUMANITAIRE

Selon plusieurs ONG, le constat est sans appel car sur presque 30 millions d'habitants au Yémen, 24 millions nécessiteraient une aide humanitaire, et 12 millions une aide humanitaire d'urgence¹⁵. D'après un rapport de 2019 du programme des Nations Unies pour le développement, on estime le nombre de déplacés à 5 millions, le nombre de victimes s'élève quant à lui à 233 000 morts dont 102 000 liés aux combats et 131 000 dus à la famine, au manque d'infrastructures et de services de santé¹⁶.

Dans un pays qui entre dans sa septième année de guerre et dans lequel le système de santé est paralysé, la pandémie de Covid-19 est particulièrement rude. Selon *Médecins Sans Frontières*, tous les aspects de la lutte anti-Covid font défauts, des messages de santé publique aux vaccinations en passant par les respirateurs, et nécessitent un plus large soutien international¹⁷. Le pays n'a en effet pour le moment vacciné aucun membre de sa population.

Parallèlement à l'urgence sanitaire, l'aide humanitaire peine à parvenir à destination du fait de la reprise des combats notamment à Hodeïda. Plus généralement, l'aide humanitaire internationale accordée au Yémen se trouve dans l'impasse. Lors de la dernière conférence des bailleurs de fonds dédiée au Yémen le 1^{er} mars 2021, les fonds récoltés étaient largement en deçà de ceux nécessaires pour faire face à l'urgence humanitaire dans le pays : ont été récoltés 1,7 milliards de dollars de promesses de dons, moins de la moitié du montant estimé nécessaire par les agences humanitaires engagées sur le terrain. Ce désintérêt de la communauté internationale n'est pas sans rappeler la situation en 2018 et est le symptôme d'un effet de lassitude et d'usure de cette guerre sans fin. Pour Pierre Micheletti, le président d'Action Contre la Faim, le manque d'engouement pour apporter un soutien au Yémen est l'expression d'un « système à bout de souffle » qui nécessiterait d'être réformé. Pour faire face à l'ensemble des crises humanitaires internationales, il soutient l'instauration d'un « système de contribution obligatoire » dans lequel une centaine de pays définis par la Banque mondiale comme à

¹⁵ <https://www.oxfam.org/en/what-we-do/emergencies/crisis-yemen> ;
<https://www.actioncontrelafaim.org/missions/yemen/>

¹⁶ Bohl, D., Hanna, T., Mapes, B.R., Moyer, J.D. et Rafa, M., « Assessing the impact of war on development in Yemen », *UNDP*, 2019 URL : <https://yemen.un.org/sites/default/files/2019-09/Assessing%20the%20Impact%20of%20War%20on%20Development%20in%20Yemen.pdf>

¹⁷ « Yemen: COVID-19 second wave overwhelms medical facilities », *Médecins Sans Frontières*, 25 mars 2021, URL : <https://reliefweb.int/report/yemen/yemen-covid-19-second-wave-overwhelms-medical-facilities>



revenus élevés devraient injecter 0,03% de leur Revenu National Brut (RNB) dans l'enveloppe financière annuelle des Nations unies¹⁸. Une autre lecture se trouve dans le renfermement sur soi de nombreux pays comme conséquence de la pandémie.

QUELLES PERSPECTIVES POUR LE YÉMEN ?

Les origines de la guerre civile au Yémen sont profondément enracinées dans l'histoire du pays. Le manque d'unité quasiment intrinsèque à l'émergence moderne de l'État yéménite a des implications visibles sur la mise en marche du processus de paix. Plus de deux ans après la signature de l'Accord de Stockholm, une escalade du conflit est actuellement à l'œuvre. Selon l'*International Crisis Group*, un *think tank* spécialisé dans la prévention et la résolution de conflits à l'internationale, le principal problème de l'approche de la communauté internationale est que la résolution du conflit yéménite reste appréhendée au travers d'un paradigme bipartite impliquant les Houthis et le gouvernement¹⁹. Le conflit ayant de nombreux belligérants et faisant payer un lourd tribut à la population civile, notamment les femmes et les enfants²⁰, il est nécessaire de tenir compte de l'ensemble des acteurs dans la sortie de crise. Surtout, une lecture bipartite de la résolution de conflit ne convient pas dans la mesure où les Houthis et le gouvernement Hadi ne disposent pas d'un « duopole » de pouvoir en termes de contrôle territorial ou de légitimité politique. Les deux belligérants ne peuvent par conséquent pas prétendre représenter l'ensemble des groupes et des intérêts au Yémen. Ceux qui ne sont pas alignés sur ces deux camps menacent même de continuer les combats si le cessez-le-feu ou le règlement politique ne prennent en compte aucune de leurs revendications. Cette prise de conscience quant à la méthode à suivre dans la médiation du conflit est remontée jusqu'aux Nations Unies qui s'est montrée réceptive à l'idée d'une inclusion élargie. Toutefois, les deux principaux partis ainsi que l'Arabie saoudite ne semblent pas pour le moment enclins à l'inclusion de nouveaux groupes ou communautés, notamment les femmes et la société civile. La situation locale semble ainsi bloquée, chacun campant sur ses positions. Plus

¹⁸ Micheletti, P. « Aide internationale : « Le modèle financier pour répondre aux besoins des populations en danger sur les terrains de crise est obsolète » », *Le Monde*, 10 mars 2021, URL : https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/03/10/aide-internationale-le-modele-financier-pour-repondre-aux-besoins-des-populations-en-danger-sur-les-terrains-de-crise-est-obsolete_6072541_3232.html

¹⁹ Salisbury, P. « The International Approach to the Yemen War: Time for a Change? », *International Crisis Group*, 23 octobre 2020, URL : <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/gulf-and-arabian-peninsula/yemen/international-approach-yemen-war-time-change>

²⁰ « Women struggle to get by as Yemen conflict hits six-year mark », *Relief Web*, 31 mars 2021, URL : <https://reliefweb.int/report/yemen/women-struggle-get-yemen-conflict-hits-six-year-mark>



généralement, le Yémen est également tributaire des évolutions du contexte international où pandémie, libéralisme et affirmation de la puissance ont une traduction concrète sur la vie quotidienne des Yéménites.